

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1483 DU JEUDI 2 DECEMBRE 2021 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



Doumbouya, Alpha, Dadis,
Konaté,... en Guinée

**Au-delà des craintes,
une bonne nouvelle !**

Matam

**La mairie sommée de
rembourser plus d'un
milliard GNF détourné**

P.9

Dr Ousmane Doré

**« Les deux grandes formations
qui étaient des ennemies hier,
sont des partenaires
aujourd'hui »**

P.5

P.2

Macka Baldé
vice-président
NFD

**«En termes de poids
électoral le RPG n'a pas
respecté la règle»**

Macka Baldé vice-président NFD

« En termes de poids électoral le RPG n'a pas respecté la règle »

Joint par téléphone le lundi, 29 novembre 2021, par un de nos reporters, le vice-président du parti NFD s'est exprimé sur ses relations avec son allié politique le RPG arc en ciel. Par ailleurs, Macka Baldé donne son avis sur la sortie du colonel Mamadi Doumbouya par rapport à la durée de la transition. Interview !

Bonjour M. Maka Baldé ! Comment se porte aujourd'hui les NFD après la chute d'Alpha Condé votre allié ?

Le parti NFD se porte très bien. Il travaille pour son implantation pour se préparer pour les futures échéances électorales.

Vous avez dit le parti travaille pour la restructuration, mais sans son président Mouctar Diallo qui a quitté la Guinée après son départ du ministère de la Jeunesse ?

Dr Mouctar Diallo est actuellement aux Etats unis où il est en train d'apprendre l'anglais. Vous n'êtes pas sans savoir que, après sa démission dans le gouvernement de Kassory Fofana, Dr Mouctar Diallo

s'est rendu à Dakar où il a obtenu un doctorat en science politique. Après son doctorat, il s'est rendu aux Etats Unis pour apprendre l'Anglais, comme c'est un leader politique qui envisage de gouverner ce pays, il a jugé utile de pousser ses études et apprendre d'autres langues qui pourront l'aider à concrétiser son programme de gouvernance.

Comment le parti évolue sans son président ?

Le parti est très bien organisé, en tant que vice-président, j'assume le rôle de président par intérim à l'absence de Dr Mouctar Diallo.

On sait que les NFD est un parti allié du RPG arc-en-ciel, le parti de l'ancien président Alpha Condé. Comment se portent aujourd'hui vos relations ?

Nous, au niveau des NFD, nous sommes en train de travailler pour le rayonnement de notre parti parce que vous n'êtes pas sans savoir que les alliances se font lors des élections. Quand il y a une situation les partis se regroupent pour créer une alliance afin d'accompagner un candidat et défendre un programme. Aujourd'hui notre alliance avec le RPG n'est pas complètement rompue, mais on travaille afin que le parti se réorganise en son sein pour affronter les autres partis lors des prochaines élections : c'est-à-dire les législatives, les communales et les présidentielles.

Le 25 novembre dernier c'était la fin du dépôt des listes des candidats pour le conseil national de la transition (CNT), mais le parti NFD n'a pas été désigné par le RPG arc-en-ciel pour faire partir au CNT, qu'est-ce qui explique cela ?

Ce que je peux vous dire à ce niveau, au niveau de l'alliance il y avait 4 places à répartir. Après le débat interne avec notre allié, ils ont cédé 3 places et les principaux partis qui représentent un poids électoral au sein de cette alliance, nous venons en deuxième position ; c'est-à-dire après le RPG, c'est le parti NFD. Les dernières élections l'ont démontré, nous avons eu 3 députés à l'Assemblée nationale. Certains partis étaient sur la liste du RPG, qui n'avaient qu'un seul député, d'autres deux députés. En termes de poids électoral, le RPG n'a pas respecté la règle c'est-à-dire le poids électoral. C'est regrettable.

Dans les coalitions c'est le cota qui a prévalu, le partage entre coalition...tel n'a pas été le cas parce qu'au niveau des alliances, il n'y a pas eu d'entente, 7 listes avaient été déposés sans qu'il n'y ait entente entre les alliés parce que chacun voulait être représenté. Nous, à notre niveau on avait conseillé à ce qu'on passe sur le poids électoral. Mais cela, certains ont voulu ramener le débat sur un plan régional ou ethnique. Nous, on a dit non ! On n'est pas concerné parce que nous sommes un



parti national. Un parti qui est implanté sur toute l'étendue du territoire. Donc, s'il faut partager 3 places pour 4 formations politiques, il faut regarder le poids électoral, mais cela n'a pas été respecté.

Est-ce que vous déplorez l'attitude de votre allié le RPG arc-en-ciel ?

Nous étions surpris du fait qu'on n'a pas été consulté avant le dépôt. A la veille du dépôt, on était en concertation. On ne s'est pas entendu sur la désignation qui devrait représenter entre les 4 formations.

Quel est l'avenir de vos relations avec le RPG arc-en-ciel ?

Il est tôt de se prononcer, là-dessus. Le parti se retrouvera, prendra ses dispositions, mais pour l'instant on ne fera pas de déclaration,

l'alliance n'est pas rompue, on va voir tout ce qui s'est passé et puis voir comment prochainement éviter que de telles choses ne parviennent entre alliés.

Le président du CNRD a annoncé que c'est le CNT qui va définir la durée de la transition aujourd'hui quelle est votre réaction à cette décision du colonel Mamadi Doumbouya ?

Je pense que le Colonel Mamadi Doumbouya a raison de dire que c'est le CNT qui va fixer la durée de la transition puisqu'au niveau du CNT toutes les entités sont représentées. Il joue le rôle de l'Assemblée nationale, de l'organe qui va essayer de guider un peu la transition (...)

Interview réalisée par Alpha Ibrahima Baldé et transcrit par Alpha Amadou Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjou DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjou DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalgo1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au
Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21
E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Djènè Kaba

« Ramener mon époux à la maison et assurer sa sécurité... est un acte qui m'apaise... »

Depuis dimanche dernier, l'ancien président de la République Alpha Condé, réside à Landreah au domicile de son épouse Hadja Djené Kaba Condé. Suite à ce transfert, l'ancienne première dame de la République se dit contente de cette décision prise par le CNRD. C'est pourquoi, Hadja Djené Kaba Condé à travers son compte Facebook, n'a pas tardé à saluer la décision du colonel Mamadi Doumbouya. Lisez.....



Mes compatriotes!

Je remercie tout d'abord le CNRD et le Président de la transition, Chef de l'Etat, Chef suprême des armées,

Le Colonel Mamadi Doumbouya pour son sens de responsabilités élevées.

Ramener mon époux le Professeur Alpha Condé à la maison et assurer sa sécurité en lui garantissant un traitement digne de son rang est un acte qui m'apaise à plus d'un titre, rassure la famille et tout le peuple de Guinée.

Comme vous le savez, je tiens plus que tout à la paix et à la quiétude nationale; alors mon souhait serait que les filles et fils de Guinée se donnent la main pour construire et façonner notre pays, qui a tous les atouts pour amorcer un développement harmonieux et durable.

Femmes et jeunes de Guinée, je serais parmi vous très bientôt, dès que mon état de santé le permettra.

Je tiens à remercier les militantes et militants du RPG arc-en-ciel pour leur soutien.

En ce qui concerne mes œuvres humanitaires avec la Fondation PROSMI, si Dieu me le permet sachez qu'elles continueront avec le même dynamisme et le même amour pour vous mes compatriotes qui m'ont toujours soutenu et animé à faire ces actions

Vive la paix, Vive la Guinée uni et prospère.

L'ancienne Première Dame.
Conde Djene Kaba.

Guinée

Le CNRD favorable au retour de Dadis et Sékouba Konaté !

En exil depuis plus d'une décennie, les deux anciens présidents de la transition de 2008 à 2010 peuvent retourner au pays. A travers un communiqué lu ce mardi 30 novembre 2021, le CNRD, dit être favorable à des visites sollicitées par le commandant à la retraite Moussa Dadis Camara et le général d'armée à la retraite Sékouba Konaté.

« Dans le cadre de son programme de renforcement de l'unité nationale et d'apaisement, le comité National du Rassemblement pour le Développement CNRD et son président ont accueilli favorablement les demandes de visites au pays formulées par les anciens chefs d'États vivant à l'étranger. Le commandant à la retraite Moussa Dadis Camara et le Général d'armée à la retraite Sékouba Konaté. Le gouvernement de la République sera instruit très prochainement par le président de la transition à prendre attache avec les deux anciens chefs d'États pour examiner au cas par cas les modalités concrètes des visites susmentionnées », déclare le CNRD.

Par la même occasion, le



comité National du Rassemblement pour le Développement et son président tiennent à informer la communauté nationale et internationale que cet acte « purement humanitaire ne traduit en rien une volonté d'ingérence dans une quelconque procédure judiciaire », a-t-il ras-

suré.

Pour rappel, Moussa Dadis Camara vit au Burkina Faso depuis 2009. Sékouba Konaté quant lui n'a pas foulé le sol guinéen depuis la fin de la transition en décembre 2010.

Amadou Tidiane Diallo

Alpha Condé transféré à Landréah

« La décision doit être saluée » (Makanera)

L'ex président Alpha Condé qui était détenu au palais Mohamed V depuis sa destitution le 05 septembre dernier, a été transféré dimanche dernier, à la résidence de son épouse située à Landréah dans la commune de Dixinn. Cette décision prise par le CNRD est à saluer, selon l'ancien ministre de la Communication.

Pour Alhousseini Makanera, cette décision du Conseil National du Rassemblement et du Développement de transférer le leader du RPG arc-en-ciel à la résidence de sa femme Hadja Djéné Kaba Condé est un petit pas vers la libération totale du président déchu Alpha Condé. « Notre combat, c'est pour la libéra-

tion totale du professeur Alpha Condé. Quoi qu'on dise, ce qui vient de se passer est un petit pas. Aujourd'hui, j'ai un sentiment mitigé. La liberté, c'est la richesse fondamentale. S'il y a une évolution, fut-elle, petite, elle doit être saluée », se réjouit le président du FND.

A en croire l'ancien député de la dernière législature, les appels des militants et responsables du RPG Arc-en-ciel vont continuer à l'endroit des nouvelles autorités du pays ainsi qu'à l'international afin que leur leader recouvre sa liberté totale: « Il faut féliciter les militants et militantes qui nous ont écoutés et observés la discipline tout au long de cette période très difficile pour notre parti. Nous remercions tous les



soutiens à l'international, à l'intérieur du pays pour la mobilisation et les prières qui sont aujourd'hui en train de faire bouger les lignes. Nous espérons très bientôt que le président Alpha Condé va recouvrer totalement sa liberté. Notre volonté, c'est de le voir totalement libéré », a conclu l'allié du RPG arc-en-ciel.

Amadou Tidiane Diallo

Doumbouya, Alpha,
Dadis, Konaté,...
en Guinée

Au-delà des craintes, une bonne nouvelle !

Le comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), multiplie les actes qu'il inscrit dans le sens de l'apaisement. Du transfèrement de l'ancien président Alpha Condé du côté de Landréah à l'annonce favorable au retour des anciens présidents de la transition (2008-2010), les nouvelles autorités du pays veulent prouver à l'opinion nationale et internationale leur engagement à rassembler les Guinéens. Sachant que pour une transition réussie on ne peut s'en empêcher.

Cependant, ces deux décisions de la junte tremblent la Cité. Mais au-delà de la joie que ça a suscité chez certains et aussi des craintes d'avoir tous ces anciens présidents, qui se détestent et surtout qui comptent des fidèles parmi les civils, mais aussi dans l'armée, il y a lieu de s'interroger sur leur éventuel séjour au même mo-

ment en Guinée. Tendons-nous cette fois-ci, vers l'ouverture effective du procès du massacre du 28 septembre ? La question vaut son pesant d'or, quand on sait il y a quelques jours la Cour pénale internationale (CPI) a donné trois mois à la justice guinéenne pour débiter le procès de ces événements douloureux qui ont fait plus de 150 morts à Conakry.

Alpha Condé, Moussa Dadis Camara, Sékouba Konaté, Toumba Diakité, Moussa Tiègboro, Claude Pivi,... les uns inculpés par la justice, les autres soupçonnés par certains citoyens dans l'affaire du 28 septembre 2009, tous en Guinée, il n'y a pas moment plus opportun pour débiter le procès, 12 ans après. Ainsi l'arrivée de ces anciens présidents pourrait être une bonne nouvelle pour les victimes de ce massacre.

Sadjo Diallo

Forum Chine-Afrique

Le président chinois promet fournir 1 milliard de doses de vaccins anti-Covid.

premier jour du huitième forum de coopération Chine-Afrique, organisé à Dakar, le président chinois Xi Jinping est intervenu, ce lundi 29 novembre, en visioconférence. Il a annoncé que la Chine allait fournir à l'Afrique 1 milliard de doses de vaccins anti-Covid.

Un milliard de doses de vaccins chinois supplémentaires dont 600 millions de doses sous forme de dons. C'est la promesse que Xi Jinping a faite à l'Afrique lors de la cérémonie d'ouverture du Forum sino-africain de Dakar, afin que le continent puisse faire vacciner 60 % de sa population d'ici à 2022. On est actuellement à 6 % d'Africains et d'Africaines

vaccinés.

Il promet également de réaliser dix projets de santé et d'envoyer 1500 professionnels médicaux et experts sanitaires en Afrique.

Le chef de l'État chinois, s'est par ailleurs félicité de voir de plus en plus de pays africains rejoindre l'initiative chinoise de Route de la Soie. Il a aussi promis de doper le

commerce entre l'Afrique et la Chine, en particulier de porter les exportations agricoles africaines vers la Chine à 300 milliards de dollars, d'ici à trois ans, en accélérant l'inspection des produits africains et exemptant davantage de ces produits de droits de douane.

Xi Jinping s'est aussi engagé à augmenter les inves-

tissements directs des entreprises chinoises pour les porter à plus de 10 milliards de dollars, afin d'accélérer l'industrialisation du continent africain.

Le président chinois a également promis d'alléger la dette des pays africains les moins avancés, à l'égard de la Chine qui est le premier créancier du continent.

Reprise de la coopération sino-africaine

Le sommet a démarré, ce lundi matin, par une confé-

rence interministérielle d'entrepreneurs chinois et africains, une occasion pour les deux parties d'échanger sur cette coopération sino-africaine freinée par la pandémie du Covid-19, mais qui reprend bel et bien.

Les investissements ont repris et rien que dans les neuf premiers mois de cette année 2021, la Chine a investi 2,5 milliards de dollars en Afrique, selon le vice-ministre chinois du Commerce qui est intervenu en visiocon-

(Suite à la page 5)

Démission à l'UDRG

Ibrahima Keita évoque ses raisons (lettre)

Le Secrétaire national à la jeunesse, chargé des relations avec la société civile et des mouvements de jeunesse de l'UDRG annonce sa démission dudit parti. Dans une lettre adressée à son président, Ibrahima Keita a évoqué les raisons de son départ.

Ci-dessous, ladite lettre...

Mr le Président de l'UDRG BAH OURY

Objets : lettre de démission

Mr le Président de l'UDRG

Je souhaite par la présente, vous faire part de ma décision de rendre ma lettre de démission au poste de Secrétaire nationale à la jeunesse, chargé des relations avec la société civile et des mouvements de jeunesse. Ainsi, au sein de toute autre activité du parti à partir de la date de réception de ma lettre de décision.

J'ai décidé de quitter pour des raisons que je ne cesse de dénoncer à l'interne, malgré mes nombreuses interpellations auprès de vous. C'est entre autre: la façon dont les décisions sont prises, et le non-respect du statut et règlement intérieur du parti.

A cet effet, je ne pourrai plus occuper des fonctions et responsabilités au sein du parti, pour ces nombreux manquements susmentionnés.



J'ai décidé de m'occuper de ma famille ainsi qu'à d'autres activités socioprofessionnelles et voire même politiques avec le temps.

C'est avec une grande fierté que j'ai travaillé avec vous, et je n'ai aucun regret d'avoir été un de vos soldats, un de vos administrateurs convaincus.

Ces moments que j'ai eus avec vous m'ont été d'une grande admiration, et permis

d'acquérir toutes les compétences à la réalisation de nouveaux objectifs, je vous en remercie.

Je vous prie de bien vouloir accepter, M. le Président, mes meilleures salutations, tout en vous souhaitant bonne chance.

*Ibrahima Keita
Activiste Politique
Ancien Secrétaire national à la jeunesse, chargé des relations avec la société civile et des mouvements de jeunesse.*

Dr Ousmane Doré

« Les deux grandes formations qui étaient des ennemies hier, sont des partenaires aujourd'hui »

L'ancien ministre de l'Economie et des Finances, président du parti MND a été joint au téléphone par nos confrères de FIM FM, le vendredi, 26 novembre 2021. Pour la réussite de la transition, M. Doré estime dans cet entretien que tous les acteurs politiques devraient être des alliés politiques et non des adversaires. Interview !



FIM FM : Dr Ousmane Doré Bonjour ! Hier (jeudi 25 novembre) c'était la fin des dépôts des dossiers de candidatures pour le conseil national de transition (CNT). Qu'en est-il aujourd'hui pour la classe politique guinéenne ?

Dr Ousmane Doré : La classe politique guinéenne rassemblée dans cette plateforme dont j'ai assuré la médiation depuis maintenant deux semaines a tenu à respecter la date limite du Jeudi 25 novembre 2021. Les dossiers ont été déposés et reçus par le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. L'exercice a été bien conclu puisque nous avons reçu des candidats ayant des profils indiqués pour un tel organe. Il y a eu quand même consensus à part les deux coalitions qui ont opposé une réticence.

Parlant de ces deux coalitions, ils ont aussi déposé la liste de leurs candidats, est-ce que vous ne craignez pas aujourd'hui que le département de l'Administration et du

territoire rejette ces différentes listes ?

Nous sommes confiants, notre plateforme était la seule qui réunissait l'ensemble de la classe politique. Lorsqu'on a lancé le processus, tout le monde était-là, tous ceux qui demandent aujourd'hui d'aller séparément avaient participé au débat dès la première heure où on a jeté les principes d'une union sacrée de la classe politique Guinéenne. Pour des questions de places si certains ne se retrouvent pas en bonne position, je ne pense que cela veut dire notre plateforme n'a pas de crédibilité.

Nous pensons que ces coalitions vont revenir à de meilleurs sentiments.

(...). Donc ils (les coalitions qui désapprouvent) ont encore l'opportunité si le ministère arrive à accepter leur désignation de compléter à 15. Donc nous n'avons pas été égoïstes, nous n'avons fait tomber personne. Les places sont restées dans les dossiers que nous avons présentés au ministre...

Qu'est-ce qui a motivé M. Ousmane Doré à revenir chercher à unir la classe

politique Guinéenne ?

En bon patriote, en bon Guinéen, j'ai compris qu'en faisant la politique dans ce pays, il faut le faire d'une façon qui aille dans l'intérêt..., que de voir ses propres ambitions. Il est clair que la classe politique était divisée, o n m'avait beaucoup interpellé surtout lorsque nous sommes rentrés dans le nouveau contexte, je veux dire cette transition politique. Je ne voyais vraiment pas en quoi on pouvait aller en rang dispersé étant donné que tous les acteurs politiques devaient être des alliés, des partenaires pour travailler avec le CNRD pour que la transition réussisse,

pour qu'elle soit une transition qui mène à des élections libres et transparentes. La classe politique reste un élément central. Voilà la motivation, j'ai eu la confiance de mes collègues, compte tenu de cette confiance qui m'était vouée, j'avais la possibilité de parler les uns et les autres et de les amener au tour de la table. C'est ce qui amène le résultat que je dirais positif que nous avons obtenu jusqu'ici et nous pensons que ce rassemblement va se poursuivre.

Comment comptez-vous poursuivre cette médiation après la mise en place du Conseil national de la transition mais aussi pour le reste de la transition ?

La médiation était simplement pour ramener des gens à s'accepter, à se parler à vraiment fédérer nos interventions dans le cadre d'une grande plateforme. La

plateforme est créée. Et cette plateforme vous avez vu, elle réunit les images, il y a même les deux grandes formations qui ont causé la bipolarisation de la vie politique ici sont dans ça, ils ont accepté. Hier, elles étaient des ennemies ou des adversaires, aujourd'hui elles sont des partenaires. Donc une fois que la plateforme est en place ce qui est fait maintenant, il y a plus de place pour la médiation. On va faire des réunions régulières tournantes dans les états-majors des coalitions ou partis et avec la présidence assurée par le parti qui va recevoir.

Donc ma médiation...s'arrête là, bien que je serais impliqué à chaque fois besoin sera de vouloir mettre les uns et les autres ensembles pour aplanir toutes les différences afin que la classe politique soit respectée, regardée avec un autre regard.

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo

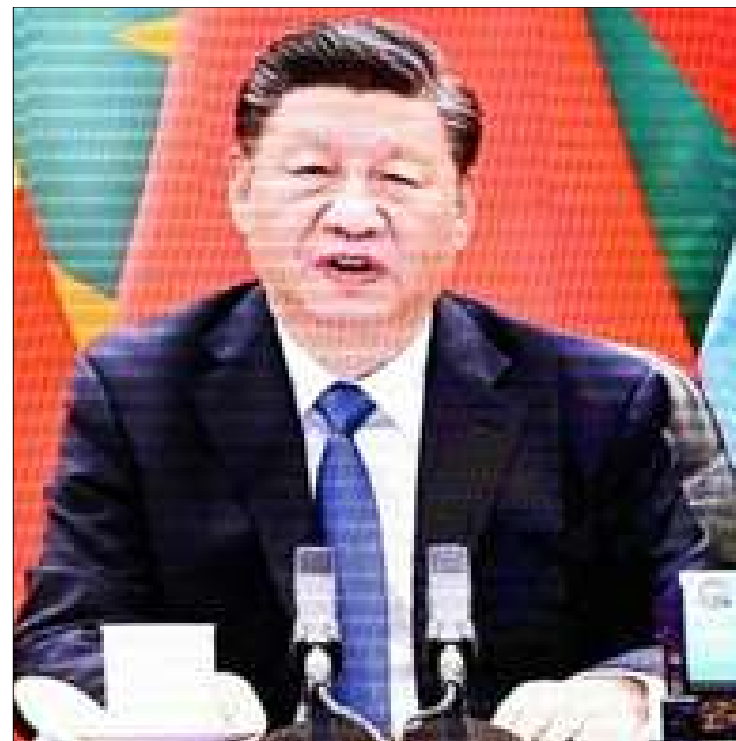
Forum Chine-Afrique

Le président chinois promet fournir 1 milliard de doses de vaccins anti-Covid

férence.

Dans le domaine social, la Chine a offert à l'Afrique 160 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 et va continuer, selon toujours le vice-ministre du Commerce.

La coopération sino-sénégalaise se porte bien également, selon les autorités sénégalaises qui font état de 1 200 milliards de francs CFA d'appuis financiers de la Chine, depuis le début de la coopération, coopération que compte d'ailleurs renforcer le président Macky Sall, lorsqu'il sera élu président de l'Union africaine. Il compte donc et ainsi attirer davantage d'entrepreneurs chinois.



Rfi.fr

Economie

La Banque centrale valide le rapport d'étude d'évaluation et de diagnostic du secteur financier

L'Atelier national de validation du rapport d'étude d'évaluation et de diagnostic du secteur financier s'est tenu, le lundi 29 novembre 2021, à la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG). Cette rencontre qui a connu la participation de plusieurs acteurs du domaine s'inscrit dans un vaste programme, pris en charge par le projet d'Appui à la modernisation du système financier, bénéficiant de l'appui technique et financier de la BAD. Au terme des travaux, Thierno Madjou Sow, premier vice-gouverneur de la BCRG a invité les cadres de la banque centrale et tous les acteurs impliqués dans ces travaux à finaliser le plan d'action opérationnel à soumettre aux autorités dans un bref délai.

L'étude d'évaluation et de diagnostic du secteur financier est un projet qui vise la modernisation de l'infrastructure financière et l'amélioration de la gouvernance du secteur. A en croire Georges Banamou président du comité d'organisation de cet atelier, il vise également le développement du marché financier en appuyant d'une part la mise en œuvre de la politique de change et d'autre part, la mise en place d'un marché boursier. Il rappelle qu'en 2013, la BCRG avait réalisé une étude diagnostic du secteur financier avec l'appui de la BAD et du PNUD. « Cette étude qui avait pour objectif de faire l'état des lieux du secteur financier, d'identifier des contraintes et de proposer un cadre global pour son développement, afin de l'amener à jouer pleinement son rôle. L'étude réalisée, il



ya 8 ans, avait permis de disposer d'une situation de référence qui a mis en exergue les forces et les faiblesses, ainsi que les défis et les opportunités du secteur financier guinéen. Il était impérieux de l'actualiser pour prendre en compte les développements économiques monétaires et financiers intervenus en Guinée ainsi que les perspectives de développement et de croissance économique du pays », indique-t-il.

Présidant l'atelier, le 1er vice-gouverneur de la BCRG, martèle que les travaux ont révélé un certain nombre de faiblesses qui caractérisent le secteur financier guinéen dont entre autres: la faiblesse de l'épargne collectée; la faiblesse du financement apporté à l'économie; l'absence de banque spécialisée; l'absence de certains acteurs et institutions clés comme une bourse de valeur Molière; les difficultés des IMF à joindre les populations cibles; un secteur des assurances encore embryonnaire, mais en croissance; l'asymétrie d'information entre les établisse-

ments bancaires et leurs clients et la faiblesse du taux de bancarisation. Dans l'optique de mettre en œuvre les recommandations issues de cette étude, Thierno Mandjou Sow, invite les cadres de la banque centrale et tous les acteurs impliqués dans ces travaux à finaliser le plan d'action opérationnel à soumettre aux autorités dans un bref délai. « Je voudrais rassurer Monsieur le Représentant Résident de la BAD que les autres composantes de ce projet sont en cours d'exécution et elles seront achevées dans les délais convenus. Il s'agit notamment de la mise en place d'un système de reporting et de supervision des banques et institutions de microfinance, de l'amélioration du fonctionnement de la salle des marchés et de la création d'une bourse de valeur en Guinée ».

Sadjo Diallo

L'indépendant
L'information
en toute
indépendance

Guinée

Aboubacar Kourouma, Fatou Baldé Yansané, Adèle Camara de la RTG et autres nommés...

Dans un décret lu le samedi 27 novembre, à la RTG, le président de la Transition, colonel Mamadi Doumbouya a nommé plusieurs secrétaires généraux et chefs de cabinets...

LA LISTE CI-DESSOUS



1-) Abdoulaye Sékou Keita précédemment chef de cabinet du ministère des Mines est nommé secrétaire général du ministère de l'Energie de l'hydraulique et hydrocarbures ;

2-) Mohamed Bakayoko précédemment ingénieur commercial et consultant en logiciel de gestion à BLC conseil est nommé secrétaire général du ministère du Commerce de l'Industrie des Petites et Moyennes entreprises ;

3-) Madame Fatoumata Baldé Yansané précédemment directrice exécutive de la coalition des femmes leaders est nommée cheffe de cabinet du ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle ;

4-) Mohamed Lamine Sy Savané précédemment Directeur général du Centre de promotion et de développement Minier CPM est nommé secrétaire général

du ministère des Mines et de la Géologie ;

5-) Aboubacar Kourouma précédemment directeur général du bureau de stratégie et de développement au ministère des Mines et de la Géologie est nommé secrétaire général du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ;

6-) Bamba Oliano précédemment directeur national de la promotion du secteur privé et de la compétitivité est nommé secrétaire général du ministère des Postes, Télécommunication et de l'Economie numérique ;

7-) Madame Adèle Camara précédemment journaliste présentatrice à la Radio télévision Guinéenne (RTG) est nommée cheffe de cabinet du ministère de l'Information et de la Communication ;

AMADOU TIDIANE DIALLO

Mise en place du CONOR

«Une nouvelle qui va permettre sans doute d'apaiser certainement les choses en Guinée»

(Béa Diallo)



La FIFA a décidé de mettre en place un comité de normalisation au sein de la Fédération Guinéenne de Football, en proie à une crise institutionnelle depuis le mois de mai dernier. L'instance du football mondial qui a dépêché une mission à Conakry au mois de juin dernier suite à l'incapacité de la FGF de tenir son congrès électif, a pris le temps pour trancher cette fois-ci.

La FIFA décide de suspendre le processus électoral jusqu'à nouvel ordre, avant de mettre la Féguifoot dans un processus transitoire qui devra déboucher sur la rédaction et l'adoption de nouveaux textes. Au lendemain de la prise de cette décision, le ministre de la Jeunesse et des Sports rassure qu'un organe provisoire sera installé dans les quarante-huit heures qui suivent:

« Je pense que dans 24 heures, 48 heures au plus tard le CONOR va être installé et honnêtement si c'est une dame tant mieux parce que je pense qu'aujourd'hui, il faut essayer un peu de savourer ce sport et je pense qu'une femme à la tête de notre fédération, nous permettra justement d'avoir beaucoup plus d'apaisement parce que les femmes sont beaucoup plus consensuelles. Moi j'ai accueilli comme étant peut-être une nouvelle qui va permettre sans doute d'apaiser certainement les

choses en Guinée. Mais surtout moi en tant que nouveau ministre, ça va me permettre certainement de partir sur de nouvelles bases. Peut-être de reconstruire une nouvelle dynamique avec une fédération. C'est ce que je disais l'autre fois. Les Guinéens ont besoin de s'entendre. Les Guinéens ont besoin de se réconcilier et je pense que le football guinéen, et plus particulièrement la fédération guinéenne a besoin d'avoir l'apaisement pour permettre au football d'avoir la place qu'il mérite sur ce continent », déclare Lansana Bea Diallo ce mardi 30 novembre 2021, dans l'émission Mirador de la radio FIM FM.

Il faut noter que c'est ce comité de normalisation qui se chargera du prochain calendrier du congrès électif de cette fédération guinéenne de football (FGF).

Amadou Tidiane Diallo

Siguir

Accusé de faux lors du recensement des fonctionnaires, le SAF de l'hôpital brise le silence

Lors du recensement des fonctionnaires dans la préfecture de Siguir, initié par le gouvernement guinéen, le chef service administratif et financier de l'hôpital préfectoral, Daba Camara, a été accusé d'avoir présenté un faux papier. Il a finalement brisé le silence pour donner sa version des faits.

« Lors du recensement, ça a été très mal compris. Je n'ai pas été arrêté. J'ai tous

mes papiers

légaux en main mais très malheureusement les recenseurs n'ont pas compris. Je n'ai même pas fait 2 heures au camp, le même m'a appelé pour présenter ses excuses, qu'il n'avait pas compris. Je suis au bureau sain et sauf », a-t-il expliqué.

Il faut dire que le recensement des fonctionnaires dans la préfecture de Siguir se fait avec peu d'engoue-

ment, l'administration préfectorale accusant en effet plusieurs personnes d'être munies de faux papiers. Ce qui n'est pas toujours vérifié. Le chef service administratif et financier de l'hôpital préfectoral de Siguir, Daba Camara, dit avoir été enrôlé sans problème.

Mediaguinee.com

L'indépendant

Vaccins contre la COVID-19

Plus de 32 mille doses AstraZeneca périmées...

L'Agence Nationale de Sécurité sanitaire (ANSS) traverse une véritable crise. Les comptes de l'agence sont gelés, donnant ainsi un sérieux coup à la campagne de vaccination. Alors que la pandémie refait surface en Afrique du Sud et en France avec un autre nouveau variant Omicron.



D'après nos confrères du site infochronos, plus de 32 324 doses de vaccins AstraZeneca sont périmées dans les mains de l'ANSS, faute de distribution à temps, ce mardi 30 novembre 2021. Selon même la source, ce chiffre provisoire devrait même augmenter puisque les données sur les stocks d'astraZeneca dans les préfectures de Dabola, Dubreka et la zone spéciale de Conakry ne sont pas encore disponibles. L'inventaire étant en cours dans ces trois endroits.

Et d'autres vaccins pourraient connaître le même sort notamment Pfizer et Johnson and Johnson si des dispositions urgentes ne sont pas envisagées très prochainement pour relancer la machine de la vaccination contre la COVID-19. Comme par exemple, les vaccins

Pfizer ne peuvent être distribués que pour la première dose, menacés de péremption d'ici fin décembre également.

Nos confrères annoncent qu'à ce jour, près de 2 millions de doses de vaccins contre la covid 19, don des partenaires techniques et financiers des pays amis à travers le mécanisme COVAX ou achetées sur fonds propres du gouvernement guinéen sont dans la même situation en raison du gel des activités de l'ANSS. Et cette péremption des vaccins serait liée à l'arrêt des activités de travailleurs de l'ANSS. Puisque depuis le coup d'état du 05 septembre dernier qui a renversé le président Alpha Condé, aucun travailleur de cette agence n'a touché son argent.

AMADOU TIDIANE DIALLO

Covid-19

Lepuis deux mois, le personnel en charge de la lutte contre la maladie n'est pas payé (les raisons)

Depuis plus de deux mois, le personnel en charge de la lutte contre la Covid-19 tire le diable par la queue à cause du non-paiement de leurs salaires. Plusieurs travailleurs ont déjà été mis en chômage technique. Les employés des centres de traitement épidémiologique qui sont restés en activité ne parviennent plus à joindre les deux bouts à cause du gel des comptes de l'agence nationale de sécurité sanitaire. Des audits autour d'une affaire de détournement de 25 milliards de francs en serait la cause.

Conséquence, la lutte contre la pandémie de Covid-19 semble avoir pris un coup.

Selon nos informations, il n'y a plus de dépistages de masse à cause du gel des fonds de l'ANSS. Les réactifs ne sont plus achetés. Le personnel encore en activité semble démotiver; ce qui pourrait avoir un impact né-



gatif sur leur rendement et sur les malades. Le suivi des malades pourrait en ressentir.

Même si l'essentiel du matériel de lutte contre la Covid-19 semble épargner mais il faut rappeler qu'il y a deux semaines, des problèmes de carburant se sont posés au CT-Epi de Gbessia.

Aux dernières nouvelles,

on apprend que le centre de traitement épidémiologique de Nongo pourrait être fermé dans les prochaines heures.

Si l'ANSS n'a pas les moyens de sa lutte, comment pourrait-elle faire face à la maladie qui connaît un rebond en Afrique du Sud et dans plusieurs pays occidentaux ? La question vaut tout son pesant d'or.

Mosaiqueguinee.com

Comité de normalisation à la FGF

Les premiers mots de Mariam Sy Diallo

Suite à sa nomination à la tête du comité de normalisation de la fédération Guinéenne de football par la FIFA, Mariam Sy Diallo a livré ses premiers sentiments suite à sa nomination.

Avec les problèmes qui assaillent actuellement l'instance dirigeante du football guinéen et les tâches qui attendent le comité de normalisation, Mariama Sy Diallo espère réussir sa mission avec toute son équipe pour apporter de la stabilité au sein de la Féguifoot.

« J'ai accueilli la nouvelle avec beaucoup d'humilité. Je remercie la FIFA, la CAF et le gouvernement guinéen

pour la confiance.

Je pense que la FIFA a choisi une personne neutre pour apporter la stabilité et la sérénité à la fédération guinéenne de football. C'est hier (Mardi 30 Novembre à 23 heures) que j'ai reçue la lettre de la FIFA.

Donc, je vais prendre quelques jours pour m'imprégner et évaluer la situation. Je compte sur les jour-

nalistes pour nous aider à calmer le jeu », a souligné l'ancienne ministre du Tourisme et de l'hôtellerie de la Transition 2009-2010 dans « Mirador ».

Le mandat du comité de normalisation prendra fin le 30 juin 2022.

Kalidou Diallo



Tribune

Est-il impossible pour le CNT de jouer son rôle législatif pendant la transition? (Me Traoré)

La question a été abordée récemment lors d'une conférence tenue à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia. Selon un juriste, la réponse est affirmative. Selon ce dernier, la Charte de la Transition comporte des lacunes et insuffisances qui rendent impossible l'exercice par le CNT du pouvoir législatif qui lui est dévolu par ce texte.

Pour étayer sa position, il a évoqué le manque de précisions sur les conditions d'exercice du rôle législatif du CNT notamment l'initiative de la loi, la procédure législative et les conditions d'adoption des textes.

S'il est vrai que la Charte de la Transition ne dit absolument rien sur ces questions, il faut tout de même nuancer la prétendue impossibilité pour le CNT d'exercer ses attributions législatives en raison de cette lacune.

En l'absence de dispositions relatives à l'initiative de la loi, à la procédure législative et enfin aux conditions



d'adoption des textes soumis au CNT, il ne lui sera pas interdit de faire recours aux règles prévues en la matière par le texte constitutionnel suspendu par la déclaration de prise du pouvoir par le CNRD. On sait que dans le système que l'on a connu jusqu'à maintenant, l'initiative de la loi appartenait concurremment au pouvoir législatif

(assemblée nationale) et au pouvoir exécutif. Il n'est pas sûr que cette règle change même la prochaine constitution.

Rien n'empêche donc d'appliquer la même règle en ce qui concerne la période d'exception qui est ouverte depuis le 5 septembre 2021. L'initiative de la loi pourrait émaner du CNT (Parlement de Transition) et du Gouvernement de Transition.

Quant à la procédure législative, elle doit sans doute être la même que celle qui est applicable devant l'Assemblée nationale (dépôt du projet ou de la proposition de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale, examen et adoption du texte en session plénière, promulgation...)

Enfin, les conditions d'adoption du texte variera selon qu'il s'agit d'une loi ordinaire ou d'une loi organique.

C'est de cette manière que le CTRN et le CNT de 2010 avaient fonctionné alors qu'il n'existait même pas de Charte de la Transition.

Me Mohamed Traoré
Ancien bâtonnier

Décès d'un employé à l'usine Topaz Maneah ?

La section syndicale dément et apporte des précisions

Selon plusieurs sources médiatiques, Ibrahima Sory Sacko, un employé de la société Topaz-Maneah, serait décédé dans l'enceinte de la dite usine, la semaine dernière, du fait qu'il ait été forcé à travailler, alors qu'il était malade.



La section de Topaz-Maneah, affiliée à l'USTG, à travers son secrétaire général adjoint a battu en brèche cette allégation qu'elle qualifie d'infondées, tout en précisant que c'est à l'hôpital Ignace Deen que le défunt a rendu l'âme.

Dans sa narration des faits, selon qu'ils les a vécus dit-il, Kabinet Kouyaté dira que c'est le mercredi 24 novembre dernier, que le défunt Ibrahima Sory Sacko a eu un malaise suivi de vomissements ensanglantés, à son domicile, aux environs de 23 heures. C'est ainsi que son épouse, à sa demande, a téléphoné à son chef d'équipe Balla Diaby pour l'informer de l'état de santé

de son époux. Dès la réception de l'appel, poursuit notre interlocuteur, « le chef d'équipe a proposé de se rendre au domicile de celui-ci (...). Le lendemain, le chef d'équipe de M. Sacko s'est rendu très tôt en Taxi au domicile de celui-ci. Constatant l'état alarmant de son collègue, il a automatiquement pris M. Sacko en taxi pour le conduire à Topaz-Maneah où la société l'a pris en charge avant de l'évacuer d'urgence à l'hôpital Ignace Deen ». Dans l'ambulance, précise M. Kouyaté : « se trouvaient l'épouse de Ibrahima Sory Sacko, son chef d'équipe et un infirmier du nom de Djibril Kouyaté. Arrivée à Ignace Deen, les

médecins qui ont pris Ibrahima Sory Sacko en charge ont, quelques minutes après, informé le personnel que celui-ci est décédé. Le corps est alors déposé à la morgue. Après le dépôt du corps à la morgue, les médecins qui ont constaté la mort de M. Sacko ont délivré aux occupants de l'ambulance de Topaz-Maneah la déclaration de décès », a-t-il précisé.

Il a par ailleurs, indiqué que c'est l'usine qui a assuré les frais d'accompagnement du corps à Kindia. Une délégation y était même représentée à l'enterrement du défunt.

«Le PDG de Topaz a mis tous les moyens à notre disposition pour les cas de maladie grave. Au jour d'aujourd'hui, il est en collaboration avec les structures sanitaires de la tenue pour l'évacuation des cas graves. Beaucoup de travailleurs ont été évacués et ont repris leurs activités »conclut-il.

Pour sa part la centrale syndicale USTG a réitéré sa farouche détermination à veiller à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en Guinée.

Matam

La mairie sommée de rembourser plus d'un milliard GNF détourné



Une histoire de détournement de plus d'1 milliard 500 millions de GNF est constatée à la mairie de Matam. Suite à cela, le ministre de l'Administration du territoire national et de la décentralisation a demandé aux responsables de ladite commune de rembourser la somme immédiatement.

Pour répondre aux instructions du ministre, les membres du Conseil communal et les régies financières de la commune mises en cause ont tenu une réunion, lundi 29 novembre 2021, dans la salle de conférence de la mairie.

Le manque à gagner a été détecté par l'inspection générale des Finances qui a mené les audits de la gestion financière de la mairie. Les services concernés sont : service recettes fiscales de l'impôt 280 548 832 GNF; service financier des cadastres, 329 864 776 GNF; et l'administration des marchés : 904 708 000 GNF. Ces manquements concernent les années 2018, 2019 et 2020.

Devant les membres du Conseil communal, Madame Kamano, la responsable du service des recettes fiscales de l'impôt a reconnu avoir utilisé les 280 548 832 GNF dans l'achat des biens pour la commune sans l'autorisation du maire.

Au terme de la réunion qui a duré toute la journée, le vice-maire de Matam, Abdoulaye Sylla, a laissé entendre ceci : « moi je pense que les choses commencent à s'éclaircir. Ce matin on a reçu la dame des impôts elle a reconnu qu'ils ont perçu des montants qu'ils ont utilisés sans que la mairie ne soit au courant. Elle s'est expliquée devant nous tous, on l'a sommée de rembourser ce montant sans délai. »

Quant à Youssouf Camara, conseiller communal et rapporteur de la commission finance, il estime que, « la responsabilité de la commune est grande dans cette affaire. Notamment de l'exécutif et du maire ».

Il faut noter qu'une rencontre est prévue entre les conseillers communaux et les administrateurs des marchés de la commune de Matam ce mardi. Les administrateurs viendront avec les quittances de leurs paiements des recettes à la mairie.

Après cette rencontre, l'ensemble des conseillers communaux vont se retrouver pour rédiger un mémoire qui doit être présenté mercredi au ministre de l'Administration du territoire.

guinee7.com

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

Alhassane Fofana

Amadou Tham Camara

«Tant de procès ici et ailleurs ont plombé l'air au sein de la Feguifoot»

Invité de l'émission *Cartes sur table* sur NDIMBA Radio, ce mardi 30 novembre 2021, Amadou Tham Camara, président de la Commission d'éthique de la fédération guinéenne de football remplacée par le CONOR (Comité de normalisation) et vice-président du CONOR de 2017 a décrypté l'actualité du football guinéen secoué par des crises.

Dans cette interview il a rappelé qu'à l'arrivée de l'équipe de Antonio à la place de l'équipe précédente dirigée par Salifou Camara super V, il y avait un contentieux entre les deux équipes qui, selon lui, n'a pas été bien géré par l'équipe entrante: « Alors le comité exécutif au lieu de s'occuper du développement du football, de mettre en œuvre son programme de développement, a perdu beaucoup de temps dans des procès notamment contre Super V, Amadou Diaby, contre Paul Put mais aussi le procès de fraude sur l'âge des U17. Donc, tant de procès ici et ailleurs qui ont plombé l'air au sein de la feguifoot... »

En plus, « Il y a eu le con-



tentieux électoral qui a été mal géré. Donc toutes ces péripéties ont fait que la FiFa a conclu qu'il y a un certain nombre de disfonctionnements au sein de la FGF... »

Amadou Tham précise que l'objectif de la commission d'éthique qu'il avait en charge de présider visait à moraliser la gestion du football.

« Lorsque nous avons constaté des cas de corruption avérée qui ont été révélés par le président de la fédération lui-même. Nous

avons estimé qu'il fallait prendre des sanctions. C'est ce qui se fait par toutes les commissions d'éthique. Nos difficultés ont commencé par-là, alors les gens ont été surpris de se rendre compte que la commission avait autant de pouvoir. Et depuis nous sommes rentrés dans une sorte de relation conflictuelle avec le comité exécutif qui nous craignait, et qui a tout fait pour nous réduire au silence. C'est ce qui a fait que, on en est arrivé un peu à ça », a déploré Amadou Tham Camara.

Pour finir, Amadou Tham estime que sur le plan intrinsèque, les joueurs Guinéens n'ont rien à rivaliser avec les autres de la sous-région. Mais, peut-être c'est dans le management et la valeur des entraîneurs, que les autres nations nous dépassent.

Pour lui, enfin, le football guinéen souffrira tant que le président d'un club est en même temps président de la Féguifoot. Car selon, lui, il sera toujours en conflit d'intérêts.

Thierno Abdoul Barry

Alpha Condé au domicile de son épouse

Dr Edouard Zoutomou exprime des inquiétudes

Le transfèrement de l'ancien président de la république Pr Alpha Condé du palais Mohamed V au domicile de sa femme Djénè Kaba Condé à Landréah, suscite des réactions au sein de la classe politique guinéenne.

Si certains saluent l'acte du CNRD et de son président le Colonel Mamadi Doumbouya, Dr Édouard Zoutomou Kpogomou qui s'est confié à notre rédaction le mardi 30 novembre 2021, exprime lui des inquiétudes.

« Le transfèrement de monsieur Alpha Condé qui

n'était pas d'abord en prison au domicile de son épouse, j'ai sérieusement des inquiétudes. On aurait pu le garder quelque part ailleurs, dans un lieu sécurisé en lui donnant la possibilité de voir son médecin, sa famille et tout ça. Mais, qu'il soit à domicile, j'ai des inquiétudes parce que vous ne pouvez pas l'empêcher de communiquer. Même s'il n'a pas un téléphone à lui, il peut prêter à quelqu'un un téléphone pour communiquer. Même si c'est pour apaiser la CEDEAO ou la communauté internationale, je crois personnellement

qu'il faut que ça soit mesuré. Sinon, ça risque de créer beaucoup plus de problèmes à l'intérieur ici. Je crains assez qu'il ne prenne le temps pour être en contact avec des structures officielles, parce que tout le monde sait, il a beaucoup de contacts », a alerté l'opposant et membre de l'alliance nationale pour l'alternance démocratique dirigée par Cellou Dalein Diallo.

Le président déchu, dont la libération a été exigée par la communauté économique des Etats de l'Afrique de

Mines

L'ex-directrice générale de la SBG porte plainte et réclame 250.000 USD à la société

Mme Marlyatou Baldé, ex-directrice générale de la Société des Bauxites de Guinée (SBG), a été en justice contre son ancien employeur, en réclamant deux cents cinquante mille dollars (250.000 USD) pour, selon elle, « rupture abusive de contrat », ont indiqué des sources à WESTAF MINING.

L'affaire est aujourd'hui pendante devant le tribunal du Travail qui devrait statuer dans les prochains jours pour trancher.

Selon nos sources, Mme Baldé, engagée en février 2021, a été écartée de la société en Août 2021, suite à des accusations que l'intéressée a vivement rejetées. Un de ses proches a ironisé en affirmant qu'elle a été licenciée pour « respect du contenu local », 5 jours avant la chute du régime d'Alpha Condé. L'intéressée parle de « complicité » au niveau du ministère des Mines, sans donner plus de détails. Un responsable de la

SBG a dit à WESTAF MINING que les performances de Mme Baldé n'étaient pas suffisantes pour la garder dans la société à cause des difficultés traversées ces derniers mois.

La même source déplore « les relations difficiles entretenues par l'ex directrice général avec l'ensemble de son entourage, y compris les sous-traitants ».

Diplômée de l'Ecole des Mines de Paris (France) et de l'Institut des Mines de Saint Petersburg (Russie), titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA), l'ex-directrice de SBG a également terminé et obtenu un certificat, après un cursus sur la gouvernance minière à l'université d'Oxford (Angleterre). Au cours de sa carrière, Mme Baldé a travaillé dans des entreprises aussi diverses qu'Ashanti Agem de Mandiana, Société Anglogold Ashanti de Guinée (SAG), BHP Billiton, Randgold, etc.

La SBG est au cœur d'un conflit qui oppose Monaco Resources Group aux Emiratis de Marine Contracting&Infrastructures (MCI), du groupe Ghantoot (<http://www.ghantootgroup.com/>) qui réclame entre 07 et 17 millions de dollars USD à son partenaire qui était, jusqu'à une période récente, le principal actionnaire de la SBG, via P Pals Holding.

La Société des Bauxite de Guinée S.A. (SBG S.A.) est une société de droit guinéen, immatriculée au registre du commerce sous le N° 021.666A/2008.

En 2015, son capital était contrôlé par P Pals Holding (78,5%), SOGICO SARL (18,5%), la SOGUPAMI (3%), mais depuis 2019 elle est en joint-venture avec MCI, du groupe Ghantoot, avec 50% de parts sociales pour les Emiratis, selon MCI.



l'Ouest a été transféré à cet endroit le lundi 29 novembre 2021.

Mamadou Sagnane

Source : Westaf Mining

Forum Chine-Afrique

Et si le continent tirait enfin son épingle du jeu ?

Ouvert ce 29 novembre à Dakar, le huitième Forum sur la coopération sino-africaine (Focac 2021) est censée réorganiser les relations entre les deux parties pour les trois prochaines années. Une coopération plus juste implique de discuter de sujets tabous comme la dette.

C'est une réalité incontestable : les relations sino-africaines ont connu un regain de dynamisme et se sont fortement densifiées au cours des deux dernières décennies. Ainsi, la Chine est désormais le premier partenaire commercial du continent, son quatrième pourvoyeur d'investissements (selon le rapport 2021 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, CNUCED), et son premier pourvoyeur de financements dans le domaine des infrastructures. Mais, loin de se limiter à la sphère économique et commerciale, la coopération entre la Chine et ses partenaires africains s'étend aux domaines de la culture et de l'enseignement supérieur, notamment, et Pékin apparaît de plus en plus comme un acteur militaire sur le continent.

Concurrence déloyale

Bien que la Chine soit devenue un partenaire de choix pour l'Afrique – ce qui a permis à cette dernière de diversifier ses partenaires économiques –, leurs relations officielles restent encore fortement asymétriques et ne tiennent pas suffisamment compte des sociétés civiles et encore moins des opinions publiques africaines. Afin de rendre ces relations plus équitables et donc plus profitables à nos États, nous formulons quatre recommandations : un rééquilibrage de la balance commerciale ; une participation à l'audit de la dette africaine envers la Chine ; un meilleur mécanisme de suivi des négociations, notamment dans le domaine des infrastructures ; et une meilleure intégration des problématiques environnementales.

L'Afrique pâtit encore d'une balance commerciale très déficitaire. Cela s'explique par des facteurs qui ne sont pas spécifiques à sa relation avec la Chine : les pays africains exportent largement des matières premières aux cours volatils, ce qui les expose à des chocs externes. De même, comme dans le cadre de ses échanges commerciaux avec ses partenaires traditionnels, l'Afrique importe essentiellement des pro-

duits manufacturés alors qu'à l'inverse l'accès au marché chinois reste très restreint pour les produits africains qui sont soumis à de fortes barrières douanières, malgré la mise en place de tarifs préférentiels sur certaines lignes de produits.

Le manque de transparence autour de la dette, de la part des dirigeants africains et de leurs homologues chinois, ne permet pas une concertation efficace

Dans un contexte de crise économique liée à la pandémie du Covid-19 – qui affecte particulièrement les économies africaines –, il est primordial que le Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) 2021 soit l'occasion de remettre sur la table ces asymétries structurelles afin de garantir une meilleure pénétration des produits africains sur le marché chinois. Une meilleure protection des commerçants africains, premières victimes économiques de la pandémie, est également souhaitable, en particulier les femmes, qui subissent souvent une concurrence rude et déloyale de la part des marchands chinois sur les marchés africains, notamment dans le secteur du textile.

Annulation de la dette

La Chine est le premier créancier bilatéral du continent. La ventilation de ses créances est loin d'être uniforme. Pourtant, avec la crise économique induite par la pandémie, le risque de surendettement pourrait augmenter si les gouvernements africains ne trouvent pas les moyens appropriés d'accroître durablement leurs capacités de dépense. Le manque de transparence autour de la dette, tant de la part des dirigeants africains que de leurs homologues chinois, ne permet pas une concertation renforcée et efficace, pas plus qu'il n'autorise la contribution de la société civile au débat alors qu'elle pourrait se révéler constructive.

Il est également nécessaire de prendre en compte les voix et les perceptions des populations afri-

(Suite à la page 12)

Parenthèse...

État-Spectacle et amnésie sélective



« La justice sera notre boussole » ! Une formule bien trouvée qui a fait mouche. Surtout qu'elle est servie avec d'autres engagements censés sonner le glas de la malgouvernance, remettre au travail les bras engourdis des Guinéens, tuer dans l'œuf toute velléité d'instaurer une dictature, ou encore assainir la gestion des comptes publics.

Depuis qu'il a lancé son credo, face à des compatriotes pour la plupart encore dans l'euphorie du coup d'Etat qui a envoyé Alpha Condé au chômage, le nouveau maître du pays est maintenant, à l'orée des symboliques 100 jours, au pied du mur. Là où l'on attend de voir le maçon à l'œuvre.

Pour le moment, hormis le fait d'avoir stoppé net la mélodie des chaises musicales dans la composition du gouvernement, alors que jusque-là et depuis si longtemps, c'étaient les mêmes têtes qui faisaient des va-et-vient autour de la table du Conseil des ministres, il y a surtout du spectacle.

Le clou du show ?

La retraite gouvernementale dont certaines images ont dû faire penser à une version tropicale du film « Les bidas-

ses s'en vont en guerre », sauf que là les « Charlots » ne sont autres que les éléments, triés sur le volet à ce qu'il paraît, du bataillon ministériel chargé d'engager la guerre et nous mener à la victoire face à tous ces maux qui assaillent le pays. Des maux si nombreux et pernicieux que de nombreux Guinéens se demandent à longueur de jours sombres et de nuits blanches : qu'avons-nous donc fait au bon Dieu ?

En attendant la mise en place du Conseil national de la Transition – CNT –, qui doit marquer, aux yeux de maints observateurs, le démarrage effectif de cette dernière, on a des retraités à la pelle, des décrets à profusion qui boostent l'audit du JT de la RTG et mettent à rude épreuve les nerfs de tous ces gens qui rêvent de strapontins, ainsi que des effets d'annonce sur

l'audit des comptes publics qui affolent plus d'un chef de division administrative et financière.

Mais, en revanche, on parle peu ou pas du tout des crimes de sang qui ont jalonné le processus démocratique ces dix dernières années, notamment ceux commis en 2020. On tend l'oreille et on scrute l'horizon, mais pour le moment aucune commission d'enquête en vue, nul bruit d'une plainte ou d'un dossier judiciaire réactivé.

Mettre pourtant ces tragédies de côté, les considérer comme une simple parenthèse, c'est comme détraquer notre fameuse boussole. Ce qui nous fera infailliblement perdre... le nord!

Parenthèse est une chronique de l'émission « Carte sur Table » sur Ndimba radio, à partir de 10 h du lundi au vendredi.

Par Top Sylla

Lisez le journal
numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Forum Chine-Afrique

France

Et si le continent tirait enfin son épingle du jeu ?



caines sur la dette, ses conditionnalités et ses modalités de remboursement. Une récente enquête de l'institut Afrobaromètre menée auprès de populations de 34 pays africains entre 2019 et 2021 a révélé que moins de la moitié des populations sondées étaient informées de l'existence de la dette de leur pays auprès de la Chine. Le Focac de Dakar devra être l'occasion de militer pour un report, voire pour une annulation au moins partielle de la dette, y compris de la dette commerciale. De telles mesures pourraient contribuer à la relance des économies africaines.

Transfert de technologies

En matière d'infrastructures, par exemple, les négociations Afrique-Chine sont souvent conduites dans un cadre informel. Les accords sont ainsi préalablement signés par le biais d'instruments de « soft law », notamment des protocoles d'entente. Cette pratique tout comme le manque de coordination et l'absence de mécanismes de suivi adaptés ont un effet délétère sur l'exécution des travaux, principalement en ce qui concerne l'application des normes et des réglementations nationales et internationales de construction, du travail et du respect de l'environnement.

Par ailleurs, faire accompagner les contrats d'exploitation d'une exigence de transfert de technologie et d'expertise doit être une approche systématique qui aura pour but de créer davantage d'emplois en Afrique. Les organisations de la société civile peuvent contribuer ici aussi à fournir de manière systématique aux États des outils pour inscrire les négociations Afrique-Chine dans un cadre juridique adéquat. La constitution d'un groupe de travail sur la rédaction de modèles contractualisés standardisés

utilisables par les États et préalablement discutées par les différentes parties concernées pourrait fournir aux gouvernements des ressources très utiles. Une meilleure coordination et des échanges plus institutionnalisés sur les pratiques de négociation avec la Chine pourraient également faire partie des missions de ce groupe de travail à l'échelle continentale (Union africaine).

Coopération « gagnant-gagnant »

Comme récemment au Ghana et en Sierra Leone, plusieurs activistes environnementaux ont émis des alertes au sujet des répercussions de ces projets sur la préservation des écosystèmes africains. L'adoption prévue d'une déclaration sino-africaine relative au changement climatique est à saluer. Mais, pour que son exécution soit effective, un mécanisme de dialogue et de concertation systématique avec les organisations de la société civile serait davantage bénéfique aux gouvernements et aux populations africaines.

Le Focac 2021 sera l'occasion de faire le bilan de la coopération sino-africaine. La mise en place d'un observatoire de la société civile africaine et d'un mécanisme de dialogue et de concertation multi-acteurs associant à la fois les syndicats, les associations environnementales, les syndicats de travailleurs, les syndicats de commerçants et les think tanks, permettrait de contribuer à la bonne poursuite des relations Afrique-Chine mais aussi de mettre en œuvre une coopération qui soit davantage « gagnant-gagnant » pour l'Afrique.

Par Collectif pour le renouveau africain Collectif de chercheurs et d'universitaires africains basés en Afrique et dans la diaspora. Cora vise à promouvoir une réflexion et des pratiques africaines innovantes, afin de relever les défis qui se présentent au continent.

Pourquoi l'immigration est le faux problème du débat présidentiel

Éric Zemmour a présenté hier, mardi 30 novembre, sa candidature à l'Élysée pour dit-il « sauver la France de l'immigration ». Selon le polémiste, elle « n'est pas la cause de tous nos problèmes, même si elle les aggrave tous ». Une affirmation démentie par les dernières études économiques sur la question.

Pour les candidats extrémistes qui font du rejet de l'étranger un fonds de commerce électoral, les immigrés ont bon dos : ils prennent les emplois des nationaux, ils coûtent bien plus qu'ils ne rapportent, et comme ils seraient de plus en plus nombreux, les maux précédemment cités ne feraient qu'empirer. Trois idées archi-fausses, contredites par la réalité ou les études économiques réalisées pour les vérifier. Premier constat : la France, vieux pays d'immigration, qui a ouvert ses frontières aux travailleurs étrangers dès le XIXe siècle, n'est plus aujourd'hui un grand pays d'accueil. Les immigrés arrivés en 2020 représentent 0,4% de la population, deux fois moins qu'en Allemagne, deux fois moins que la moyenne de l'OCDE, le club des pays riches.

Si on compte tous les immigrés vivant sur le sol français, ils constituent environ 10% de la population, est-ce dans la moyenne européenne ?

Le chiffre est même de 11,7% pour l'OCDE, qui considère comme immigrés tous ceux qui sont nés à l'étranger, y compris donc les Français nés à hors des frontières. Une proportion comparable à celle l'Espagne ou des Pays-Bas et inférieure à la moyenne des pays membres de l'OCDE. La proportion d'immigrés est par exemple plus forte en Allemagne, 16% ou en



core en Suède, où 20% de la population est immigrée. Le fait migratoire français s'est donc fortement atténué. Toutes les études réalisées sur son coût économique parviennent à la même conclusion : il est quasiment nul, en France comme dans les autres pays riches. Quant à la situation de l'emploi, au moment où les pénuries de main d'œuvre compromettent la reprise, on entend d'une même voix syndicat et patronat français réclamer plus d'immigration économique pour pallier les manques criants qui pénalisent la restauration ou le bâtiment. Car beaucoup d'activités sont délaissées par les nationaux : dans les emplois à domicile, quatre postes sur dix sont pourvus par des immigrés, trois sur dix dans le bâtiment, enfin plus d'un médecin sur dix est aussi d'origine étrangère.

Les immigrés sont-ils donc devenus indispensables à l'économie française ?

Oui et ils le seront de plus en plus. C'est vrai pour la France comme pour la plupart des autres pays occidentaux. L'immigration est une nécessité, une opportunité prônée récemment par les économistes du Conseil d'analyse économique, une instance indépendante rattachée au gouvernement. Pour les tâches souvent considérées comme ingrates et mal rémunérées et surtout pour favoriser l'innovation. Aux États-Unis, le quart des brevets est

déposé par des immigrés. En Allemagne, c'est 13%, en France 8% seulement. L'hexagone est toujours une destination de choix pour les étudiants étrangers, mais rien n'est fait pour retenir les talents. Ils viennent de moins en moins pour leur doctorat et ils repartent plus vite qu'ailleurs. La France regarde aujourd'hui non pas vers l'avenir mais dans son rétroviseur. Du fait de l'immigration encouragée jusque dans les années 70, le quart des citoyens français ont au moins un parent étranger. Cette donnée renouvelle l'identité nationale mais elle ne nous dit rien de son avenir.

En revanche d'autres pays européens font le choix de l'immigration, c'est le cas de nos voisins allemands.

D'abord poussés par l'urgence démographique. Ils vieillissent et font de moins en moins d'enfants. Le nouveau gouvernement de coalition a donc prévu dans son programme de faciliter l'immigration. Il veut, entre autre, favoriser l'intégration des étrangers en simplifiant l'accès à la double nationalité. Les conservateurs de la CDU, aujourd'hui dans l'opposition, font mine de trouver ce virage brutal, il correspond pourtant à une demande unanime de la société allemande, les seize ministres de l'intégration des Länders l'ont réclamé bien avant les élections.

Source : rfi.fr

Santé... Santé... Santé...

Variant Omicron (Covid-19) : Cas en France, symptômes, efficacité du vaccin... Ce que l'on sait

Omicron, le nouveau variant qui sème la panique semble se propager très rapidement en Afrique du Sud, en raison d'un nombre inhabituel de mutations. Alors que plusieurs cas ont déjà été confirmés en Europe, l'OMS a qualifié son risque de «très élevé».

L'OMS a conseillé mardi soir **aux plus de 60 ans et aux personnes vulnérables de ne pas voyager.**

A retenir :

Un cas premier positif au variant Omicron a été identifié à La Réunion, a confirmé ce mardi 30 novembre Gabriel Attal. «On a une vigilance absolue. On attend d'autres résultats de cas possibles y compris dans l'Hexagone dans les prochaines heures», a-t-il précisé. Par ailleurs, «il n'est pas prévu de fermer les frontières», a ajouté le porte-parole du gouvernement.

Le **nouveau variant Omicron, identifié en Afrique du Sud**, est susceptible de se propager à l'échelle internationale, posant un **risque mondial «très élevé»** où les poussées de Covid-19 pourraient avoir de «graves conséquences» dans certaines régions, avait déclaré hier l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le variant Omicron est déjà recensé dans **plusieurs pays** (Botswana, Afrique du Sud, Hongkong, Israël, Australie) dont l'Europe : Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Italie, Danemark, Autriche, Royaume Uni. En France, des séquençages sont en cours pour confirmer plusieurs cas suspects.

L'OMS a classé vendredi ce nouveau variant, **«variant préoccupant»**, en raison d'un «grand nombre de mutations, dont certaines sont «préoccupantes». «Omicron a un nombre sans précédent de mutations de pointe, dont certaines sont préoccupantes pour leur impact potentiel sur la trajectoire de la pandémie», a encore déclaré l'OMS.

Variant Omicron : combien de cas en France ?

8 cas possibles du variant Omicron ont été détectés en France, a an-

noncé le ministère de la Santé dimanche soir dans un communiqué de presse. Le séquençage des prélèvements de ces patients est en cours et les résultats devraient arriver «dans les meilleurs délais», assure le ministère.

En attendant, la France a décidé d'adapter son protocole sanitaire : **les cas contacts vaccinés doivent s'isoler** (depuis juillet, seuls les non vaccinés étaient tenus à le faire) et l'ensemble des vols sont suspendus depuis le 26 novembre et jusqu'au 1er décembre (00h) en provenance de sept pays d'Afrique Australe (Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Mozambique, Namibie, Zimbabwe).

Les **personnes ayant voyagé au cours des 14 derniers jours dans l'un de ces pays sont invitées à se signaler aux autorités** et à réaliser dans les meilleurs délais un test de dépistage RT-PCR.

Le ministère surveille par ailleurs avec une attention particulière les territoires ultramarins de **La Réunion et Mayotte** qui sont en lien direct ou indirect avec ces pays. Aussi, depuis le 28 novembre, toute personne en provenance de Mayotte ou de La Réunion et à destination du reste du territoire national doit être munie d'un résultat de test ou d'examen de dépistage négatif réalisé moins de 48 heures avant l'embarquement.

Les **autorités rappellent l'importance du dépistage et du respect immédiat de l'isolement de toute personne présentant des symptômes évocateurs, cas confirmé de Covid19 et de toute personne contact d'un cas confirmé, quel que soit son statut vaccinal.**

Omicron est-il plus contagieux ?

Ce variant comporterait



pas moins d'une trentaine de mutations, alors que le variant Beta n'en comptait que trois et que **le Delta n'en comptait que deux**. Et pour rappel, le variant delta qui circule en France présente uniquement la mutation L452R ce qui implique une augmentation de la transmissibilité du virus plus élevée (+50%).

Selon l'OMS, on ne sait pas encore si le variant est plus contagieux que d'autres variant, et en particulier on ne sait pas s'il se transmet plus facilement que le Delta, qui était déjà plus contagieux que le variant Alpha. «Le nombre de personnes testées positives a augmenté dans les régions d'Afrique du Sud touchées par cette variante, mais des études épidémiologiques sont en cours pour comprendre si c'est à cause d'Omicron ou d'autres facteurs», indique l'OMS.

L'organisation souligne toutefois que des preuves préliminaires suggèrent qu'il peut y avoir **un risque accru de réinfection avec Omicron** (c'est-à-dire que les personnes qui ont déjà eu le Covid pourraient être réinfectées plus facilement avec Omicron), par rapport à d'autres variantes préoccupantes, même si les informations sont limitées.

Quels sont les symptômes du variant Omicron ?

Dans un communiqué du 28 novembre, l'OMS indique qu'«il n'y a actuellement aucune information suggérant que les symptômes associés à Omicron sont

différents de ceux d'autres variantes». Selon l'OMS, les infections initialement signalées concernaient des étudiants universitaires - des individus plus jeunes qui ont tendance à avoir une maladie plus bénigne - mais «il faudra plusieurs jours à plusieurs semaines» pour en savoir plus.

Omicron provoque-t-il une maladie Covid plus sévère ? Là encore, c'est le point d'interrogation à ce stade. Selon l'OMS, on ne sait pas encore si l'infection par Omicron provoque une maladie plus grave par rapport aux infections par d'autres variantes, y compris Delta. L'OMS justifie : «Les données préliminaires suggèrent qu'il y a une augmentation des taux d'hospitalisation en Afrique du Sud, mais cela peut être dû à l'augmentation du nombre global de personnes infectées, plutôt qu'à une infection spécifique par Omicron».

Les tests de dépistage permettent-ils d'identifier Omicron ?

Oui, affirme l'OMS, «les tests PCR largement utilisés continuent de détecter les infections, y compris les infections par Omicron». Des études sont en cours pour déterminer s'il y a un impact sur les autres types de tests, en particulier **les tests antigéniques**.

Le vaccin Covid est-il efficace ? Faudra-t-il l'adapter et quand ?

Jeudi 25 novembre, à l'occasion d'une conférence de presse, Tulio de Oliveira, le directeur de la plateforme

de séquençage Krisp de la Nelson Mandela School of Medicine de l'université du KwaZulu-Natal à Durban, en Afrique du Sud, a confirmé ce nombre «élevé» et «inhabituel» de mutations et une augmentation «rapide» des infections. Il a également précisé que ce variant Omicron présenterait **10 mutations au niveau de la protéine Spike**, donc sur la zone qui permet au virus de pénétrer dans les cellules.

Il y a à ce stade, beaucoup d'incertitudes. Jean-Michel Pawlotsky, virologue, explique dans les colonnes du Parisien ce 27 novembre : **«Il présente pas moins de 32 mutations. Qu'il en ait beaucoup peut être un avantage pour lui, mais aussi un désavantage. Pour résumer, disons qu'il est peut-être un peu mal fichu. Il faut être très prudent.»** Il souligne encore que «dans tous les cas, il est très facile d'adapter nos vaccins. L'ARN messager est en cela une chance formidable dans cette épidémie. Il suffit de changer la formule que l'on va injecter. On fabrique une protéine qui n'est pas celle du virus d'origine mais spécifique aux variants.»

L'OMS est pour le moment rassurante : «les vaccins actuels restent efficaces contre les maladies graves et la mort.» Mais pour le confirmer, il faudra **«plusieurs semaines»** pour comprendre le niveau de transmissibilité et de virulence du nouveau variant. De son côté, l'Agence européenne du médicament a jugé «prématuré» de prévoir une adaptation des vaccins au variant Omicron.

Sources :

· **Mise à jour, Variant Omicron, OMS, 28 novembre 2021.**

· **Classification of Omicron (B.1.1.529): SARS-CoV-2 Variant of Concern, OMS, 26 novembre 2021.**

· **Communiqué de presse ministère de la Santé (France), 28 novembre 2021.**

Éthiopie

Un pôle de stabilité régionale ébranlé ?

De plus en plus menacée par l'avancée de la coalition de rebelles tigréens et oromos, le pays dirigé par Abiy Ahmed pourrait voir son destin basculer et, avec lui, celui de toute la Corne de l'Afrique. Une sortie de crise est pourtant possible, si la communauté internationale favorise le dialogue sans prendre partie.

Deuxième pays le plus peuplé d'Afrique derrière le Nigeria, l'Éthiopie compte plus de 116 millions d'habitants. Son tissu social est une mosaïque complexe, multi-ethnique et multi-religieuse, de communautés délicatement entremêlées depuis presque trois millénaires. Les mariages et les lignées inter-ethniques sont monnaie courante et peuvent être retracés sur plusieurs générations. Les Éthiopiens ont la particularité de chérir profondément leur patrimoine culturel commun tout en restant ouverts et accueillants envers l'étranger, même pendant les périodes les plus sombres de leur histoire.

Tribalisation du système politique

L'émancipation politique et économique de ce grand pays a inspiré tous les peuples d'Afrique. L'Éthiopie a vaincu le colonialisme fasciste italien en préservant sa souveraineté tout en aidant d'autres États sur le continent à accéder à la leur. La paix intérieure qui jusqu'ici y régnait et la contribution d'Addis-Abeba à celle de ses voisins constitue un apport essentiel à la stabilité de la sous-région. Enfin, l'Éthiopie accueille l'Union africaine et a connu ces dernières années une importante relance économique, symbolisée par le Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD) entièrement financé par les Éthiopiens et qui devrait produire 6450 MW, ce qui en fait le plus grand projet hydroélectrique d'Afrique. La privatisation transparente et sans heurts majeurs des télécommunications, ainsi que celle d'autres secteurs économiques, témoigne des étapes franchies dans le cadre des réformes structurelles entamées depuis 2018.

« Le fédéralisme ethnique » a contraint les Éthiopiens à s'identifier par leur tribu sur leur carte d'identité nationale, à leur grand dam.

Le système de gouvernance éthiopien, connu sous le nom de « fédéralisme ethnique », est sans équivalent dans le



monde. Institué par l'ancien Premier ministre Meles Zenawi, du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), le système est inscrit dans la Constitution éthiopienne de 1995 et n'a fait l'objet d'aucune réforme depuis cette date. Théoriquement fondé sur le principe internationalement reconnu de l'autodétermination, il a été remanié afin de permettre un morcèlement des régions du pays sur une base ethnique, cela à des fins politiques profitables au FPLT. «Le fédéralisme ethnique» a contraint les Éthiopiens, pour la première fois, à s'identifier par leur tribu sur leur carte d'identité nationale, au grand dam de la plupart d'entre eux. Leur liberté de résidence et de circulation a été restreinte afin d'éviter qu'ils ne soient pris pour cibles dans des régions où ils ne font pas partie du groupe ethnique majoritaire.

Les Éthiopiens revendiquent la mise en place d'institutions nationales non-ethniques, ouvertes à tous. Cette demande, légitime, mérite d'être pleinement soutenue par la communauté internationale

De nombreux Éthiopiens sont profondément convaincus que la tribalisation de leur système politique est la cause profonde du conflit. Ils revendiquent la mise en place d'institutions nationales non-ethniques, ouvertes à tous. Cette demande, légitime, mérite d'être respectée et pleinement soutenue par la communauté internationale. Le gouvernement fédéral et le FPLT déclarent tirer

leur légitimité des élections. S'il est vrai que des scrutins ont eu lieu dans les deux cas, il n'est pas raisonnablement honnête d'établir une équivalence constitutionnelle entre l'administration d'une région et celle d'un gouvernement fédéral. Si tel était le cas, rien n'empêcherait d'autres régions du pays, en cas de désaccord constitutionnel, de prendre les armes contre le gouvernement fédéral. L'acceptation d'un tel modus operandi rendrait sans doute tout pays ingouvernable, qu'il s'agisse des États-Unis d'Amérique, de la Suisse, de l'Espagne, du Nigeria ou de l'Éthiopie. La politique du deux poids deux mesures ne saurait devenir la panacée pour préserver l'unité et la souveraineté des États fédéraux.

Interminables luttes de pouvoir

Pour qui connaît la complexité de cette crise constitutionnelle, ainsi que l'environnement et l'histoire de l'Éthiopie, il apparaît évident qu'il vaut plus opter pour des mécanismes de facilitation plutôt que pour la médiation. Il convient de souligner que la médiation internationale déployée jusqu'à présent se focalise sur la réconciliation des « élites politiques ».

L'époque des formules de partage de pouvoir exclusif entre des groupes armés est révolue et n'aura pas de légitimité auprès d'une majorité écrasante d'Éthiopiens.

Des efforts allant même jusqu'à vouloir ressusciter des coalitions politique défaites à partir de l'étranger

dans l'espoir de trouver une formule magique pour faire naître une initiative de paix endogène. Comme l'a reconnu Herman Cohen, ancien médiateur américain de la Conférence de Londres sur l'Éthiopie qui s'est tenue en 1991, toute approche qui diviserait le pouvoir entre des élites sans mécanisme de consultation populaire sera vouée à l'échec. L'époque des formules de partage de pouvoir exclusif entre des groupes armés est révolue et n'aura pas de légitimité auprès d'une majorité écrasante d'Éthiopiens. Le peuple ne tolérera vraisemblablement pas qu'on lui impose un gouvernement qu'il n'aura pas choisi. De la même manière qu'il refusait d'être empêché de construire son barrage. Un pacte entre des élites, sans feuille de route pour un dialogue inclusif avec toutes les populations à la base, entraînera des luttes de pouvoir interminables qui peuvent mener à terme à une fragmentation encore plus accélérée du pays. Il ne favorisera pas une paix durable, la recherche de la vérité ou n'entamera pas un véritable processus de réconciliation nationale.

Tentative d'ingérence

Hormis celle de l'Union africaine, toute intervention, directe ou indirecte, risque d'être perçue comme une tentative voilée d'ingérence ou de mise à l'écart d'un gouvernement légalement et démocratiquement élu par plus de 32 millions d'électeurs éthiopiens. Pour sa part, le FPLT a déjà rejeté l'Union africaine, qu'elle soupçonne de partialité. Bien que l'ancien président nigérian Olessegun Obasanjo, envoyé spécial de l'UA pour la Corne de l'Afrique, ait été reçu à Mekele, une voie de sortie de crise réaliste ou pacifique n'est pas encore apparue. Alors que les combats font rage dans les régions Amhara, Afar et Oromo et que des sentiments anti-tigréens s'accroissent à travers le pays.

Tout en reconnaissant qu'un travail de fond est nécessaire à l'arrêt des combats, la communauté inter-

nationale n'a pris que peu de mesures pour tenter de donner la parole aux sociétés civiles locales de tous les groupes ethniques. Plutôt que de négocier des accords en coulisse entre des politiciens et des groupes armés, les forums de paix devraient et pourraient aborder, de façon impartiale, les « questions de légitimité » déjà évoquées. Une approche de facilitation pourrait alors permettre de passer de la méfiance à un dialogue intercommunautaire et intra-ethnique, celui-ci visant à initier, dès à présent, un processus de traitement de la crise constitutionnelle et de guérison nationale.

Chambres de résonance de la haine

Des poursuites judiciaires rapides contre tous les auteurs de violations des droits humains et un cessez-le-feu sont indispensables pour mettre fin aux cycles de violence et à l'impunité, et instaurer une paix juste et sans victorieux. Les acteurs internationaux doivent et peuvent également modifier leur discours pour contribuer à la réconciliation nationale et ne pas être des chambres de résonance de la haine ethnique propagée par les médias et les réseaux sociaux.

La solution à cette crise est certes politique, mais elle ne peut venir du renversement illégal ou violent d'un gouvernement élu

Les Éthiopiens ont exercé leurs droits civiques et politiques en élisant le gouvernement de leur choix, ce résultat doit être respecté par tous. La solution à cette crise est certes politique, mais elle ne passe pas par le renversement d'un gouvernement élu. De même, les actes de punition collective ou de vengeance visant les communautés tigréennes, amhara, oromo ou autres en raison de leur appartenance ethnique sont répréhensibles.

Par **Arnauld Akodjenou**
Ex-représentant spécial adjoint du
Secrétaire général des Nations
unies en Côte d'Ivoire. Membre de
la Fondation Kofi Annan

Ballon d'Or 2021

Lionel Messi sacré pour la 7^{ème} fois

Lionel Messi a remporté lundi dernier, le Ballon d'Or 2021. Préféré à Robert Lewandowski et Jorginho, l'attaquant argentin du Paris Saint-Germain est couronné pour la septième fois de sa carrière.



La septième étoile pour Lionel Messi. Après 2009, 2010, 2011, 2012, 2015 et 2019, l'attaquant argentin gagne pour la septième fois de sa carrière le Ballon d'Or. Ce lundi, le footballeur du Paris Saint-Germain a conservé son bien dont il était le tenant du titre, puisque l'édition 2020 avait été annulée pour cause de coronavirus.

Auteur de 32 buts toutes compétitions confondues en 2021, loin des 53 réalisations de Robert Lewandowski, le joueur de 34 ans s'est notamment distingué en remportant la Copa America avec l'Albiceleste (4 buts, 5 passes), en terminant meilleur buteur de la dernière saison de Liga avec le FC Barcelone (30 buts en 35 matchs) et en gagnant la Coupe du Roi, évitant au Barça de finir sur une saison blanche avec les échecs en Liga et en Ligue des champions.

Parti du FC Barcelone après l'échec de la signature d'un nouveau contrat, Lionel Messi s'est engagé en août dernier avec le Paris Saint-Germain pour deux années plus une en option. Depuis sa venue dans la capitale française, le natif de Rosario a marqué 4 buts et délivré 4 passes

décisives en 11 matchs.

Lionel Messi devance l'attaquant du Bayern Munich Robert Lewandowski et le milieu italien de Chelsea Jorginho, lauréat de la Ligue des champions et de l'Euro, sur un podium où ne figure pas Karim Benzema. L'avant-centre du Real Madrid doit se contenter de la quatrième place, devant le milieu de terrain de Chelsea N'Golo Kanté. Avec la neuvième place de Kylian Mbappé, les trois Français présents dans la liste des 30 terminent dans le Top 10.

Ci-dessous le classement complet

1. Lionel Messi (FC Barcelone/Paris Saint-Germain)
2. Robert Lewandowski (Bayern Munich)
3. Jorginho (Chelsea)
4. Karim Benzema (Real Madrid)
5. N'Golo Kanté (Chelsea)
6. Cristiano Ronaldo (Juventus Turin/Manchester United)
7. Mohamed Salah (Liverpool)
8. Kevin De Bruyne (Manchester City)
9. Kylian Mbappé (Paris Saint-

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service
des peuples
et des nations

RECRUTEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DE LOCAUX ET ESPACES VERTS DES LOCAUX ET RAMASSAGE DES ORDURES DE LA MAISON COMMUNE POUR UN CONTRAT LTA DE TROIS ANS RENOUELEBLE UNE FOIS

Le PNUD/ GUINEE recherche une société de nettoyage et d'entretien de locaux et espaces verts des locaux et ramassage des ordures de la maison commune (pour un contrat de trois ans renouvelables une fois)

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=85760

Unique voie de soumission notre plateforme Etendering <https://etendering.partneragencies.org>

Date limite de dépôt des dossiers : 10 Décembre 2021.

- | | |
|---|--|
| 10. Gianluigi Donnarumma (Paris Saint-Germain meilleur gardien) | 19. Mason Mount (Chelsea) |
| 11. Erling Haaland (Borussia Dortmund) | 20. Riyad Mahrez (Manchester City) |
| 12. Romelu Lukaku (Inter Milan/Chelsea) | 21. Bruno Fernandes (Manchester United) et Lautaro Martinez (Inter Milan) |
| 13. Giorgio Chiellini (Juventus Turin) | 23. Harry Kane (Tottenham) |
| 14. Leonardo Bonucci (Juventus Turin) | 24. Pedri (FC Barcelone meilleure espoir) |
| 15. Raheem Sterling (Manchester City) | 25. Phil Foden (Manchester City) |
| 16. Neymar (Paris Saint-Germain) | 26. Nicolo Barella (Inter Milan), Ruben Dias (Manchester City) et Gérard Moreno (Villarreal) |
| 17. Luis Suarez (Atletico Madrid) | 29. Cesar Azpilicueta (Chelsea) et Luka Modric (Real Madrid) |
| 18. Simon Kjaer (Milan AC) | |

Amadou Tidiane Diallo

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable